le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 29 avril 2019 N° 455 PRIX : 0,60 Euro

Mali

Une crise politique au sommet du pouvoir qui en cache peut-être une autre plus profonde

Sommaire au verso

sommaire

Éditorial

Sénégal
Macky Sall est réélu mais le sort des exploités ne dépend pas du résultat des urnes
Page 3
Sénégal-Gambie : 60 ans après, le pont est enfin réalisé
Pages 4
Mali : Charité bien ordonnée...
Page 5
Côte d'Ivoire : Les revendications des enseignants sont légitimes, leur combat est aussi celui de l'ensemble du monde du travail
Page 6
Tchad: Une fois de plus l'armée française vole au secours du dictateur Deby
Page 7
Soudan : Omar El Béchir renforce la répression contre les manifestants
Page 8
Algérie: la candidature qui a fait déborder la vase
Page 10
Venezuela : les travailleurs victimes de l'ordre impérialiste

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Éditorial

Mali

UNE CRISE POITIQUE AU SOMMET DU POUVOIR QUI EN CACHE PEUT-ÊTRE UNE AUTRE PLUS PROFONDE

En poste depuis 16 mois, le premier ministre malien, Soumeylou Boubèye Maïga, a été contraint de présenter sa démission le 18 avril dernier. Même les députés de son propre camp ont voté pour son renvoi. Il a été remplacé par son ministre de l'Economie et des Finances, Boubou Cissé.

Ce qui a précipité sa démission, ce n'est pas la fronde des députés mais surtout la fronde du milieu religieux dirigé par l'imam Mahmoud Dicko, très influent au sein du Haut conseil islamique du Mali (HCIM). Ce dernier vient de quitter la présidence de cette organisation musulmane mais il reste toujours l'homme qui rassemble des foules lors de grands meetings pour fustiger la politique du gouvernement malien, notamment contre l'ancien Premier ministre. Il a dénoncé pêle-mêle, son « laxisme » en matière d'enseignement dans les écoles publiques. Il a accusé ce premier ministre d'être un anti musulman en voulant introduire une petite dose d'éducation sexuelle jugé trop « occidentalisée ». Ce dernier a dû faire marche arrière en supprimant ce petit chapitre mais c'était trop tard aux yeux des tenants de l'islam rigoriste. Il est aussi accusé de « mollesse » en matière de lutte contre la délinquance (les partisans de Dicko veulent que la peine de mort soit appliquée contre les délinquants), d'être « incapable » de faire face à l'insécurité dans la nord et dans le centre du pays, de laisser la part trop belle aux forces françaises dans la gestion du conflit militaro-politique qui prévaut dans le Nord, etc.

Toutes ces diatribes lancées par l'imam Mahmoud Dicko rencontrent un écho favorable au sein de la population, plus particulièrement dans la capitale où plusieurs dizaines de milliers de personnes se rassemblent dans le stade ou sur la place publique pour écouter ses prêches. Il a profité de l'énorme émotion de la population suite au massacre perpétré le 23 mars dernier par des miliciens armés contre le village peul d'Ogossagou. À son appel, entre autres, plusieurs dizaines de milliers de personnes (30 à 50 000 selon certains observateurs) ont manifesté le vendredi 5 avril dans la capitale. On pouvait lire sur les pancartes des slogans comme : « Stop au génocide de la France au Mali », « Le seul problème du Mali, c'est la France ». D'autres slogans portaient sur « la mauvaise gestion » du gouvernement et demandaient la démission du Premier ministre, voire du président malien.

Le récent retrait de l'imam Dicko de la présidence du HCIM est loin de signifier la baisse de son influence mais probablement une lutte au sommet de cette instance entre différents clans, ceux qui sont plutôt favorables au pouvoir et ceux qui lui sont de plus en plus hostiles. Il n'est pas impossible que Dicko ait une ambition politique qui dépasse la simple direction de cette instance religieuse. Certains disent qu'il attend son heure. En tout cas, les travailleurs, et plus généralement, les populations pauvres excédées par la gabegie au sommet du pouvoir, par les détournements de fonds et la dilapidation des deniers publiques par une clique autour du cercle présidentiel, n'ont aucun intérêt à favoriser la montée en puissance d'un imam comme Dicko (ou d'autres) car leur arrivée au pouvoir ne signifiera aucunement un progrès dans quelques domaines que ce soit. On a vu à Tombouctou et dans certaines localités au nord du Mali ce dont ces gens-là (ou leurs semblables d'autres tendances) sont capables d'imposer lorsqu'ils parviennent au pouvoir.

Dans la crise actuelle, les travailleurs ont des choses à dire et à réclamer en tant que classe sociale exploitée. Les enseignants tout dernièrement, le personnel hospitalier, les magistrats, les employés des ministères et d'autres secteurs de l'administration comme celle des territoires, ont montré leur colère contre la dégradation de leur pouvoir d'achat. Leurs grèves avaient secoué le pouvoir jusqu'au sommet. C'est d'ailleurs suite à ces grèves qu'IBK avait nommé Soumeylou Boubèye Maïga au poste de Premier ministre dans l'espoir de désamorcer la fronde sociale. La seule force sur laquelle les travailleurs peuvent compter, c'est celle de leurs propres luttes autour des revendications propres à eux, tout en se méfiant des faux amis qui ne manqueront pas d'utiliser de la démagogie pour s'appuyer sur leurs luttes.

Sénégal

VERS LA SUPPRESSION DU POSTE DE PREMIER MINISTRE ?

Le président sénégalais fraichement réélu veut supprimer le poste de Premier ministre dans le but dit-il, d'apporter « plus d'efficacité » dans la gestion du pouvoir. Cela passera par une réforme de la constitution, dans laquelle il va introduire d'autres prérogatives pour renforcer son pouvoir personnel, comme s'il n'en avait pas assez !

Ce qui est sûr, c'est que sa main mise sur les caisses de l'État, sur l'attribution des contrats entre l'État sénégalais et les entreprises capitalistes, sera plus grande encore. Il y a des milliards en jeu dans l'exploitation gazière, les mines d'or, la pêche et dans bien d'autres secteurs économiques. Alors, « par ici la bonne soupe ! » doit-il se dire.

Soudan

LA POPULATION CONTINUE À MANIFESTER CONTRE LES MILITAIRES

Manifestations de rue au Sud-Soudan

Au Soudan il y a toujours des gens qui manifestent dans les rues et sur les places publiques, ce qui met les dictateurs aux abois.

Il y a environ quatre mois, dans ce pays dirigé d'une main de fer par Omar al-Bachir depuis 1989, l'État a décidé de tripler le prix du pain et d'augmenter celui de l'essence. Cela a déclenché des vagues de manifestations dans tout le pays, en particulier à Khartoum, la capitale, à Omdurman et au Port-Soudan. La police et l'armée ont décrété l'État d'urgence, emprisonné des centaines de personnes et tué plusieurs dizaines.

Cela n'a pas découragé les gens, ils ont continué à manifester dans les rues et à réclamer le départ d'Omar al-Bachir. Les manifestations sont immenses. Les femmes sont nombreuses à participer. Cela montre la profondeur du mouvement dans un pays où la loi islamique est de rigueur. Les manifestants réclament le départ des militaires qui sont à la tête de l'État et le transfert sans délai du pouvoir à un gouvernement civil.

La mobilisation des manifestants s'est rapidement structurée et à la tête, est apparue l'Association des professionnels soudanais (APS). Cela regroupe des médecins, avocats, journalistes, pharmaciens, professeurs de l'université de Khartoum et aussi de simples travailleurs, victimes de la dégradation économique.

Le 11 avril, l'armée a décidé de lâcher le dictateur en organisant un coup d'État pour mettre en place un « Conseil militaire de transition ». Il est à remarquer que les militaires dans les rues ne sont pas hostiles aux manifestants. On voit même des jeunes officiers et des policiers passer de leur côté. Finalement Omar al-Bachir a été arrêté par des officiers supérieurs et emprisonné par ses amis d'hier. Un Conseil militaire de transition dirigé par le ministre de la Défense, le général Ibn Aouf, s'est installé. Ce dernier, ancien responsable de la répression, a annoncé la reconduction de l'État d'urgence, tout en laissant en place le chef des services de renseignements, Salah Abdullah Gosh, honni de la population.

Ce changement à la tête de l'État n'a pas trompé les populations. Ces dernières ont continué leur mouvement en réclamant le départ de ces hommes qui ont les mains pleines de sang. Les 11 et 12 avril, malgré le couvre-feu, des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues de Khartoum pour réclamer le départ d'Ibn Aouf. Il a donc été remplacé par Fattah al-Burham, un autre général. Poussé par les manifestants, ce dernier promet de libérer des prisonniers, de limoger Gosh, et d'engager des négociations avec l'Association des professionnels soudanais et les partis politiques qui réclament toujours un gouvernement civil.

À ce jour rien n'est encore réglé. La population reste sur ses gardes et ne compte pas changer d'objectifs. Elle veut créer une autorité civile pour diriger le pays à la place de l'armée.

Il faut croire que certains dirigeants d'Afrique de l'Est commencent à s'inquiéter de l'ampleur que prend la situation au Soudan. Réunis en Egypte, pays voisin du Soudan, plusieurs chefs d'États africains ont appelé à une transition démocratique. De même, le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine menace de suspendre le

Soudan si l'armée ne quitte pas le pouvoir au profit d'une « autorité politique et civile ».

Il n'y a pas que des États africains qui s'inquiètent de la situation au Soudan. Les États-Unis aussi. Le monde capitaliste a peur que la révolte de la population ne fasse tache d'huile dans les autres pays de la région. À l'heure actuelle, pas très loin du Soudan, en Algérie, les populations se sont mobilisées depuis plus de deux mois. Elles ont réussi à imposer la démission du dictateur Bouteflika et exigent un gouvernement civil.

Les travailleurs et les classes populaires, mobilisés massivement au Soudan et en Algérie contre la dictature, ont raison de le faire. En luttant collectivement et d'une façon déterminée ils représentent une grande force. Les travailleurs dans les entreprises, les ports et les chantiers représentent une force encore plus puissante pour mettre à bas ce système qui domine le monde.

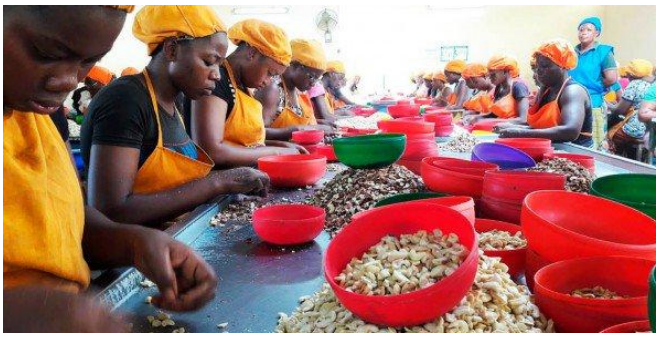
Côte d'Ivoire

MÉVENTE DE LA NOIX DE CAJOU LES PAYSANS ABANDONNÉS À LEUR SORT

L'anacarde est devenu un produit clé de l'agriculture en Côte d'Ivoire. Sa production n'a cessé de croitre au fil des années pour propulser le pays à la première place mondiale avec plus de 750 000 tonnes. Le renchérissement des prix des dernières années a poussé nombre de paysans vers cette culture. Les prix « *bord champs* » moyens payés aux producteurs sur l'ensemble des campagnes de 2014 à 2018 ont été successivement de : 2014 : 225F/Kg ; 2015 : 275F/Kg ; 2016 : 520F/Kg ; 2017 : 715F/Kg ; 2018 : 516F/Kg. La culture de l'anacarde occupe dans le nord et le centre du pays, près 450 000 paysans. C'est donc ou moins 4.5 millions de personnes qui vivent des rentes de l'anacarde. Dans le Nord, l'anacarde et le coton sont les seuls produits de rente.

Pour la campagne 2019 qui a commencé en février, l'État de Côte d'Ivoire avait fixé les prix officiels de la noix de cajou à 375 F/kg le prix bord champ aux paysans, à 525 francs CFA/kg le prix magasin intérieur et à 584 F/kg le prix portuaire.

Depuis cette annonce du prix officiel, les acheteurs s'y sont opposés. Ils trouvent que ce montant est trop élevé et font pression pour que le gouvernement le revoie à la baisse.



Toumodi : l'unité artisanale de l'anarcade emploie 350 ouvrières

Ainsi donc, non seulement ce prix n'est point respecté, mais en plus les acheteurs se font rares. Les quelques-uns qui se présentent aux paysans proposent des prix allant de 25 FCFA à 250 FCFA selon les régions. Les camions d'anacardes font la queue aux ports d'Abidjan et de San-Pedro sans pouvoir être déchargés, ne trouvant pas de preneurs pour leurs chargements. Des coopératives sont même obligées de faire retourner les camions pour réduire les frais d'immobilisation des véhicules.

Aujourd'hui, cette crise de la mévente de la noix de cajou va affecter tout une partie du centre et le Nord du pays. Actuellement avec le prix d'achat bord champ qui oscille entre 25F à 100F le kg, c'est une catastrophe pour les paysans qui se sont investis dans sa culture. Toute une année d'effort est en train de tomber à l'eau.

Du côté de l'État, aucune réaction. Pour Bruno Nabagné Koné, porte-parole du gouvernement, ministre de la Communication, de l'Économie et de la Poste, « le gouvernement, en réalité, a déjà fait sa part ou l'essentiel de ce qui relève de ses missions. Le gouvernement a dit que le prix minimum d'achat de la noix de cajou pour cette année est de 375 F CFA. Une fois que le gouvernement a dit cela, c'est aux producteurs d'imposer ce prix-là ! Le gouvernement ne peut pas venir derrière chaque citoyen pour vérifier ».

Dans ce cas-là, à quoi ça sert au gouvernement de faire semblant de fixer le prix s'il n'a aucun moyen de pouvoir le suivre et l'imposer. Et si les paysans prennent le représentant du gouvernement à la lettre et commencent à secouer les acheteurs véreux comme ils le méritent, le gouvernement trouverait surement le moyen de réagir. Ce fut le cas en 2016, quand les populations de Bouaké, suite au discours du 1er mai du président ont voulu contraindre la CIE de revoir ses tarifs de facturation à la baisse. C'est toujours ainsi quand il s'agit des travailleurs, des paysans ou des petites gens. L'Etat n'intervient en leur faveur que sous la contraint.

Côte d'Ivoire

UNE ÉCONOMIE FAITE DE PILLAGE !

À l'occasion d'un « forum des affaires entre l'Union Européenne et la Côte d'Ivoire », le ministre du Commerce et de l'Industrie a indiqué que le volume des échanges commerciaux entre ces deux espaces s'est situé autour de 5000 milliards de Fr CFA pour l'année 2018.

La Côte d'Ivoire exporte vers les pays de l'Union Européenne des produits comme le cacao, les minéraux, le caoutchouc, etc. En contrepartie, elle importe des appareils, des engins mécaniques, des voitures, des produits pharmaceutiques, etc.

Ce ministre considère cet échange comme étant « gagnant-gagnant », puisque selon lui « la balance commerciale » serait excédentaire de 1600 milliards en faveur de la Côte d'Ivoire.

C'est bien là une façon de présenter la réalité économique du point de vue de ceux qui profitent grassement du capitalisme. N'importe quel paysan ou petit producteur de noix de cajou, de graines de palme, d'hévéa, de cacao, etc, peut constater qu'il est obligé de produire chaque année toujours plus, pour gagner finalement toujours moins. Les chiffres indiquant le volume de production de 2018 sont parlants : cacao (+3,9%), anacarde (+7%), coton (+9,7%), huile de palme (+18,5%), etc. On pourrait croire que cela correspond parallèlement à un accroissement de richesses des petits paysans producteurs mais c'est l'inverse qui se produit puisqu'avec la même quantité de produits cultivés il peut acheter moins de produits manufacturés. Ils ne sortent pas gagnants mais perdants dans cet échange inégal entre les pays industrialisés d'Europe et d'ailleurs et les pays sous-développés.

C'est ainsi que fonctionne l'économie capitaliste mondiale qui ruine l'écrasante majorité des petits paysans et qui réduit à la misère l'ensemble des travailleurs des villes et des campagnes.

Ce système ne profite qu'à la minorité de parasites qui détiennent les capitaux, qui spéculent sur le prix des matières premières et qui jouent avec la vie de millions de personnes qui n'ont comme seule ressource que la force de leurs bras pour produire des richesses dont ils sont exclus. C'est ainsi qu'une poignée d'individus parmi les plus fortunés au monde possèdent plus de richesses que plus de la moitié de la population mondiale.

Et quand les dirigeants de l'Etat ivoiriens se félicitent de leur partenariat « gagnant-gagnant » avec l'économie des pays industrialisés d'Europe ils ne font que chanter les louanges de ce système capitaliste pourri dont ils font partie.

Côte d'Ivoire

DARLING : LES TRAVAILLEURS RESTENT MOBILISÉS POUR EXIGER DES EMBAUCHES

Les travailleurs journaliers de Darling, une usine de fabrication de mèches de cheveux artificielles, située à la zone industrielle de Yopougon, sont engagés depuis plusieurs mois dans un bras de fer avec leur patron. Ils réclament l'embauche pour tous les journaliers ayant au minimum un an d'ancienneté (c'est d'ailleurs l'écrasante majorité des effectifs de l'usine), l'augmentation des salaires, de meilleures conditions de travail.

Au mois de décembre, période de grande production de l'usine, lorsque les travailleurs étaient à deux doigts de faire grève et d'arrêter l'usine, le patron était plus enclin à la négociation. Une fois décembre passé, le patron ainsi que les autorités en charge du règlement du conflit conditionnent toute négociation à l'élection de délégués. Ce qui a donné lieu à une bagarre par syndicats interposé autour de ces élections.

Le patron croit ainsi avoir trouvé là le moyen de mener les travailleurs en bateau et désamorcer leur lutte. Les travailleurs, quant à eux, restent mobilisés autour de leur revendication principale, l'embauche pour tous. Ils attendent le moment propice où le rapport de force sera en leur faveur pour taper du poing sur la table.

Tchad

LA RÉPRESSION S'ABAT SUR DES JEUNES MANIFESTANTS

Ndjaména, 25 avril 2019 : des jeunes manifestants brandissant des pancartes revendicatives

Le 25 avril dernier, 13 jeunes, bravant l'interdiction de manifester décrétée par les autorités, sont descendus dans la rue à Ndjaména pour protester pacifiquement contre la pénurie du gaz butane qui frappe durement les familles pauvres. Ils ont été arrêtés manu militari et tabassés par des éléments de la police nationale puis jetés en prison.

Les réactions contre ces arrestations arbitraires étaient nombreuses dont celle du secrétaire tchadien des Droits de l'Homme qui les a qualifiées de "*dérive grave contre les libertés publiques*" avant d'ajouter : "*nous maintiendrons la pression jusqu'à ce qu'ils soient libérés.*" Ici dans l'immigration, sous la dénomination de *"Patriotes de la*

diaspora en France", un groupe d'opposants a appelé à un rassemblement à Paris.

Depuis plusieurs semaines, partout dans le pays, la colère gronde contre la pénurie du gaz butane. À Ndjaména, des femmes, des enfants, transportant des bouteilles vides sur la tête dans l'espoir de les échanger contre des bouteilles pleines, parcourent des kilomètres dans les quartiers à la recherche des points de vente ouverts. S'ils en trouvent un, les prix y sont inabordables à cause de la spéculation. C'est la galère !

Devant cette situation catastrophique, le « Collectif tchadien contre la vie chère » a appelé les usagers à descendre dans la rue le 25 avril pour manifester leur mécontentement. Mais deux jours avant cet appel, le responsable du "Collectif" a été arrêté à son domicile ; sous la menace, il a été contraint de surseoir à son appel. Cela n'a pas empêché un groupe de jeunes de manifester ce jour-là.

Après deux jours de détention, les 13 jeunes ont été finalement relâchés. Ils ont eu raison d'exprimer leur mécontentement contre une décision arbitraire du dictateur Deby soutenu à bout de bras par l'impérialisme français.

Monde

VICTIMES DU PALUDISME ET DU CAPITALISME

Depuis quelques années, les scientifiques constatent une recrudescence du paludisme dans plusieurs pays d'Afrique. Face à cette situation, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), annonce que des tests d'un vaccin vont être lancés à grande échelle au Malawi, au Kenya et au Ghana ; trois pays dans lesquels cette maladie fait d'énormes ravages sur la population.

Ce vaccin mis au point depuis 1987 a une action limitée puisque les essais cliniques réalisés à petite échelle, n'ont prouvé qu'une efficacité de 30 à 40% des cas.

Malgré ces résultats modestes, ce vaccin pourrait constituer un petit espoir pour ceux qui souffrent de cette maladie. Selon les chiffres officiels des organismes liés à l'ONU, chaque année 250 000 enfants de moins de cinq ans succombent à cette maladie.

D'autres sources d'estimation ont permis à des chercheurs d'avancer le chiffre hallucinant de 429 000 décès causés par le paludisme (adultes compris), rien que dans les pays du Sahel en 2015.

Le retour vers les pharmacopées

Face à cette maladie et à cause des difficultés liées à la pauvreté, les populations ainsi que de nombreux bénévoles plus ou moins spécialisés, se mobilisent pour trouver des solutions du côté de la médecine traditionnelle c'est-à-dire la pharmacopée.

Deux pays parmi d'autres.

Au Tchad, des « maisons de l'Artemesia » du nom d'une plante connue pour ses vertus antipaludéennes, prolifèrent. Elles vendent des tisanes et autres décoctions à des prix plus bas que celui des médicaments en pharmacie. Quelquefois la crise de palu « passe », avec ces remèdes approximatifs. Mais de nombreuses fois on s'empoisonne car les effets secondaires des potions ne sont pas du tout contrôlés. Tout cela est pratiqué en l'absence d'examens médicaux, d'analyses de sang et au vu et au su des autorités médicales. Le gouvernement ferme les yeux sur ces pratiques car il ne délivre à la santé publique qu'une partie infime de son budget. Une grande partie des

recettes de l'Etat est consacrée à l'achat d'armements. Et puis il y a les détournements de fonds du président et de son clan.

À Madagascar l'Artemesia est cultivée pour être vendue séchée à des intermédiaires qui la collectent pour le compte de firmes pharmaceutiques internationales. Le trust Novartis par exemple, mais aussi bien d'autres, commercialise là comme ailleurs, des médicaments utilisant une molécule extraite de cette plante, mais bien peu de gens ont les moyens de se les procurer en pharmacie.

Lors de la dernière saison des pluies qui est en même temps la saison des eaux stagnantes dans lesquelles se développent les larves des moustiques vecteurs de paludisme. Les égouts à ciel ouvert et les conduits d'eau pluviale ont encore débordé. Comme les villes grandissent très vite en ces périodes de crise économique, une grande partie de la population a vécu très longtemps en zone inondée infestée d'insectes parasites et de microbes de toutes sortes. Des monceaux d'ordures sont restés sur place jusqu'à maintenant autour des bennes rarement vidées par les compagnies privées sensées le faire. Comment s'étonner dans ce cas, que toutes sortes de maladies ne se développent ? Une forme grave de paludisme que l'on croyait en sommeil est actuellement de retour : elle est connue par les gens du pays sous le nom de « Bemangovotra ». Les personnes qui l'attrapent ne peuvent s'en sortir qu'avec des soins intensifs qui pour la plupart des gens sont hors de leur portée. Les victimes, pour l'immense majorité, des gens du peuple, périssent en grand nombre. Là aussi on est réduit à recourir aux tradipraticiens et à la « médecine par terre », même lorsqu'on a un emploi. Dans la plupart des cas les salaires des travailleurs y compris ceux des zones industrielles ne leur permettent pas de se soigner convenablement.

C'est pourquoi on peut affirmer qu'en Afrique comme ailleurs, les gens ne meurent pas qu'à cause des microbes. Ils meurent aussi à cause du système capitaliste.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.